L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DU CONSEIL GENERAL ET DE LA PREMIERE MUNICIPALITE—NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE 1848.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No 83, rue de Chartres, et No. 13, rue du Camp

NOUVELLE-ORLEANS
MERCREDI MATIN, 13 SEPTEMBRE.

CANDIDATS WHIGS.
POUR PRESIDENT:
ZACHARY TAYLOR,
DE LA LOUISIANE.
POUR VICE-PRESIDENT:
MILLARD FILLMORE,
DE NEW-YORK.

Ticket Electoral:

PREMIER DISTRICT..... JACQUES TOUTANT.
SECOND DISTRICT..... J. P. BENJAMIN.
TROISIEME DISTRICT..... MANUEL J. GARCIA.
QUATRIEME DISTRICT..... C. ADAMS, JR.
CINQUIEME DISTRICT..... JOHN MOORE.
SIXIEME DISTRICT..... JAS. G. CAMPBELL.

Mes voeux sont pour le pays, pour le pays tout entier.—Je désire ardemment et sincerement que l'homme, quel qu'il soit, qui sera placé à la tete de la Nation, puisse, par une fidele adhesion à la Constitution, nous rendre heureux à l'interieur et nous assurer le respect des peuples.
Z. TAYLOR.

Je desavoue à jamais, et de la maniere la plus formelle, toute pensee de mettre en question les droits de propriete des citoyens du Sud.
MILLARD FILLMORE.

AUX CITOYENS DU SUD.

SOUVENEZ-VOUS que vous ne pouvez pas voter pour Wm. O. BUTLER, candidat à la vice-presidence, sans voter en meme temps pour Lewis Cass ABOLITIONISTE du Nord.

OPINION DE M. YANCEY,
Ex Representant democrate de l'Alabama au Congres, sur LEWIS CASS.

Je le soutiendrai pas Lewis Cass. Que chacun soit juge selon ses actes. M. Cass est une girouette politique.—C'EST UN ABOLITIONISTE DE CŒUR, UN FAUX FRERE POUR LE SUD.

M. FILLMORE.

Les journaux democrates sont dans la jubilation. Ils viennent de faire une grande decouverte, vraie ou fausse, nous l'ignorons, et les voilà qui chantent victoire avec une verve et un *brio* qui feraient croire que M. Cass est déjà elu et que les whigs ont subi partout une honteuse défaite. Une seule chose cependant que d'une lettre de M. Fillmore, *écrite il y a dix ans.* Cette lettre qui paraît aujourd'hui ses journaux peut avoir une importance, dans quelques cas où ne nous le croyons pas d'une grande authentique. Nous portons nous-mêmes cette opinion avec quelque, mais nous ne croyons pas que M. Fillmore s'est réellement exprimé. Si cela est, ce dernier son abolitionniste! En vertu d'une déclaration de certains journaux democrates nous croyons, A mesure que nous recevrons ces preuves et que nous en faisons voir le néant, à mesure que nous démontrons la fausseté de leurs conclusions, que nous supons par la bave de fragile échafaudage de leur argumentation, à tout un pas de plus dans la carrière et reconfirmerons de plus belle l'immuable besogne à laquelle ils semblent s'être voués exclusivement.

Mais ces efforts sont en vains efforts. La réponse de M. Fillmore est instantanée sur une étendue bien plus grande qu'on puisse espérer l'en avec her. On aura beau faire, on aura beau dire et commenter, on n'ébranlera pas du Sud, dont on voudrait égarer la raison, ne croiront jamais au prétendu abolitionnisme de M. Fillmore. Ce spectre que nos adversaires cherchent à rendre sensible n'a pas même le pouvoir d'effrayer les enfans. On sent que les démocrates se débattent dans le vide de l'impuissance, qu'ils n'ont pour dissimuler et se paralyser que les gages, et qu'ils prennent tout ce qu'ils ne pour se dispenser de défendre les candidats contre des griefs imaginés—opinion publique ne prendra pas de change.

La lettre de M. Fillmore à écrite ou n'a pas été écrite il y a dix ans—M. Fillmore était candidat pour représenter l'Etat de New-York au Congrès. Quelques citoyens lui proposèrent une question politique. Il fut demandé—et la chose est du droit de pétition, n'est pas opposé à l'abrogation du Texas, s'il pensait que le Congrès eût le droit des pouvoirs que la constitution lui accorde pour abolir le trafic des esclaves entre les divers Etats, et enfin s'il était favorable à l'interdiction de l'esclavage dans le district de Columbia.

M. Fillmore n'était alors très occupé. Il répondit à une réponse qui ne l'engageait à rien, lorsqu'il fut comprendre ce qu'on a plus tard déclaré dans sa lettre à M. Gayle, à savoir que l'esclavage ne lui semblait pas un bien. Un grand cependant d'avoir fait une concession dont il pourrait se repentir plus tard, s'ajoute.

Je dois profiter de cette circonstance pour vous faire observer qu'en donnant mes opinions sur ces questions je désire qu'il soit bien compris que je n'entends me lier en aucune façon. Tout en exprimant sons dégoûtement, sans subterfuge, mes sentiments sur les sujets qui m'ont été soumis, je désire qu'il soit bien entendu que je ne brigue les suffrages, je ne veux prendre aucun engagement qui puisse, par la suite, me priver de toute liberté d'action. Mon caractère doit être une garantie suffisante de la manière dont je remplirai mes devoirs officiels, si jamais il m'est donné de remplir aucun office honorifique. Chaque fois qu'il s'agit d'une question importante, je me crois tenu de réfléchir, de développer avant d'agir, et en me guidant de mon jugement, de mes lumières, de ma conscience et de l'expérience de mes hommes d'état. Je ne veux m'engager à rien avant d'avoir pris connaissance de tous les renseignements nécessaires, et de m'être donné toute mon attention aux arguments de ceux qui m'entourent, avant de donner un vote définitif sur la question. Si je prends l'engagement de me livrer avec telle ligne de conduite, je cesse d'être un agent responsable et de me poser qu'une machine; et si plus tard, les circonstances prouvaient, à mon jugement, que les mesures que je me serais engagé à soutenir, sont à la fois contraires aux intérêts de mes constituents et honteuses pour moi, il ne me resterait d'autre alternative que de tenir ma promesse, mon repentir serait vain, et aucune puissance ne pourrait me délier de mon engagement. Vous pourquoi il est, selon mon opinion absolue au moins inconvenant de se lier ainsi.

Je sais bien que vous ne me demandez aucun engagement pareil, et je connais trop bien votre fierté de sentiment et votre sagesse de vouloir pour supposer que vous en ayez eu l'intention ou le désir. Toutefois, j'ai cru devoir vous donner ces explications afin d'éviter que le public *plus* n'interprétât.

On voit donc qu'il se réservait toute sa liberté d'action pour l'avenir. Et ses actes ont prouvé plus tard qu'il avait eu raison de ne plus prendre d'engagement. A peine se fut-il mêlé aux affaires publiques que sa vue s'élargissant, il comprit que l'esclavage, jadis l'approuvait ou opinion le désapprouvait, n'était une de ces questions que le Congrès ne devait pas agiter, et l'on retrouve cette conviction dans tous les votes qu'il a été appelé à donner. Nous ne le défendrons pas de s'être prononcé en faveur du droit de pétition; nous l'en louons au contraire, c'est un droit sacré dont on ne saurait interdire l'exercice sans outrager la liberté des opinions qui forme l'essence de la République. Ce droit, nous le savons, a été pendant quelque temps abusé par un Congrès démocratique. Il rétabli au sentiment ou M. Polk venait d'arriver au pouvoir.

Quant à l'annexion du Texas, ce n'est plus aujourd'hui une question. M. Fillmore n'aint pas d'arriver que les Etats Unis s'incorporaient la jeune République. Qui y a-t-il là d'étonnant? Partage-t-il cet égard le sentiment qui régnait au Nord et non pas dans une partie du Sud. D'ailleurs, nous répétons, il ne s'agit pas actuellement de vérifier ce qui a été accompli, irrévocables. Nous n'avons à nous occuper que des questions du jour, de la question des améliorations intérieures, par exemple, de la question du veto, de la question de l'esclavage surtout.

Eh bien! nous le demandons, M. Fillmore a-t-il jamais prouvé par ses actes qu'il fut abolitioniste? Art-il jamais proposé d'interdire le trafic des esclaves entre les divers Etats? A-t-il même demandé l'abolition de l'esclavage dans le district de Columbia? Jamais, et les hommes intérieurs ne l'ignorent pas. Il se calomnient donc lorsqu'ils le signalent comme un abolitioniste.

Des ACTES, voilà ce que nous demandons à nos adversaires, des actes *comme ceux qu'a produits M. Cass*, des actes qui ne laissent aucun doute sur l'opinion d'un homme.

Ce qui domine dans la lettre du 17 octobre 1838, qu'elle ait été écrite ou non par M. Fillmore, c'est une haute raison jointe à une noble indépendance: l'auteur de cette lettre, quel qu'il soit, n'a pas craint de dire aux adversaires de l'esclavage dans un langage très clair et très explicite: Prenez garde, Messieurs, il n'est pas impossible que vous ayez tort. Je ne veux pas vous blâmer, mais je n'entends pas non plus m'engager à réaliser votre programme. Réfléchissez scrupuleusement toutes les questions publiques, et je me laisserai guider par ma conscience d'homme et de citoyen.

Admettons cependant que cette lettre ait été écrite par Fillmore, ce que nous sommes loin de vouloir nier, admettons encore qu'elle existe, ce qui est complètement inexact, un parfum d'abolitionnisme. Nos adversaires ont-ils raison d'en conclure que le candidat whig à la vice-présidence est hostile à l'esclavage? Mais cette lettre, qu'ils y songent donc, a été écrite il y a dix ans; mais M. Fillmore a protesté il y a quelques jours, dans sa lettre à M. Gayle, contre l'accusation d'abolitionnisme formulée contre lui par quelques journaux du Sud? Dans ce laps de dix années, M. Fillmore, éclairé par l'expérience, a pu se former une autre opinion sur l'esclavage, si tant est qu'il y ait jamais été hostile dans le sens légal.

M. Cass n'a-t-il pas deux opinions sur cette même question? N'était-il pas, il y a dix-huit mois, un fervent adepte des doctrines qui condamnent l'esclavage? N'a-t-il pas flatté cette institution dans sa brochure sur le droit de visite? Ne s'est-il pas vanté publiquement de n'avoir jamais possédé d'esclaves? N'a-t-il pas exprimé le regret de n'avoir pas eu l'occasion de voter pour le proviso-Wilmot? Eh bien! nos adversaires, lorsque nous leur signalons ces antécédens déconstruis de leur candidat, nous montrent pour toute réponse la lettre que celui-ci a adressée plus tard à M. Nicholson et qui renferme une sorte de rétractation. Nous disons une sorte de rétractation, car la conversion de M. Cass n'est qu'apparente; c'est une ruse électorale dont le peuple ne sera pas dupe. Comparez la célèbre épître du candidat locofoco à celle que M. Fillmore a adressée à M. Gayle, et dites-nous de quel côté est la sincérité, de quel côté est la conviction! M. Fillmore ne dit pas, lui, qu'il *croit avoir changé d'avis* sur la question de l'esclavage, mais il écrit franchement, au risque de s'aliéner les sympathies du Nord, que l'esclavage est une question sur laquelle le Congrès n'a pas le droit constitutionnel de statuer, en d'autres termes que l'esclavage est une institution inviolable et qu'il peut s'étendre même en dehors des Etats où elle est présentement circonscrite, sans que la Législature nationale ait le droit d'intervenir soit pour la consolider soit pour l'interdire.

BUREAU DE SANTÉ.

Le rapport de ce bureau porte le nombre des morts de la journée d'hier, 12 septembre, à 49, dont 29 de la fièvre jaune.

LES NOUVELLES DU WASHINGTON.—Le télégraphe du Nord a transmis à Charleston quelques nouvelles depuis des nouvelles apportées par le *Washington*. John Martin, l'éditeur de l'*Irish Felon*, a été condamné à la déportation; son exil durera dix ans. La tranquillité règne à Dublin et dans tout le reste de l'Irlande. La médiation de la France et de l'Angleterre dans les affaires d'Italie paraît présentement avoir de grandes chances de réussite. En Espagne de fréquentes escarmouches ont eu lieu entre les insurgés et les troupes de la reine. Les troubles ne sont pas encore apaisés en Hongrie.

CHARLESTON.—Les élections municipales de Charleston ont eu lieu le 4 de ce mois. M. Hutchinson a été réélu maire à une majorité de 261 voix.

HENRY CLAY.—Un citoyen de Natchez a reçu il y a quelques jours une lettre de Henry Clay. Celui-ci déclare nettement qu'il ferait tous les efforts pour contribuer à l'élection du général Taylor, et exprime son étonnement de ce que quelques personnes aient pu croire qu'il suivrait une autre ligne de conduite.

EST-FELICIANA.—Un grand meeting whig a eu lieu le 5 courant dans la paroisse d'Est-Feliciana. Deux mille personnes au moins étaient présentes. M. Jones Stewart, sénateur de l'Etat du Mississippi, et M. Bayle Peyton ont harangué l'assemblée et ont refuté d'une manière écrasante les odieuses accusations portées contre notre candidat à la vice-présidence. Les discours achevés, l'assistance s'est transportée ailleurs et a prospéré à un magnifique gala. Les tapis-francs d'Est-Feliciana sont pleins d'enthousiasme et promettent de donner, en novembre, un vote qui dépassera celui de 1840.

M. L. P. CANONGE.—M. Placide Canonge est depuis quelques mois à Paris. On sait qu'il y est rendu en qualité de correspondant du *Delta*. Les lettres qu'il adresse à ce journal, et que nous avons tous lues, sont remarquables à plus d'un titre. M. Canonge vient de rompre une lance en faveur de la presse américaine que M. Leon Faucher avait attaquée dans un discours prononcé au sein de l'Assemblée Nationale. L'honorable membre s'était exprimé de la manière suivante:

"La presse des Etats-Unis n'est pas politique, c'est une presse locale, une presse d'affaires et d'information. Il n'y a, dans ce pays, qu'un certain nombre de journaux à ce libertés absolue; à cette liberté sans limites. Si un jour, par exemple, un journal a pub ié un article qui ne convient pas à la multitude, la multitude va défoncer les presses de ce journal; et puis, pour de pareils articles, c'est le duel à la carabine, ou bien un se rend justice à coups de couteau ou de pistolet. Oui, messieurs, cela est arrivé ainsi; c'est ce que l'on appelle dans les Etats de l'Ouest le *fight-the-law*.

Notre jeune compatriote, dans une communication adressée au journal la *Presse*, relève avec infiniment de dignité cette accusation dirigée contre le journalisme américain. Nous regrettons de ne pouvoir reproduire toute sa lettre; nous citerons seulement le passage suivant.

Certes, s'il est un pays où le respect du citoyen soit observé, où, quelles que soient son opinion et sa position sociale, l'homme puisse marcher tête haute, sans crainte des clameurs, des invectives, des attentats de la rue, ce pays est le nôtre, je le reclame pour lui.

La liberté de la parole et de la plume y est universelle, elle s'étend même à des questions brûlantes, vitales, et j'ai souvent, jusque dans le sein des Etats-Unis, entendu proclamer les principes subversifs de l'abolitionnisme.

Il y a, dans ce pays, des journaux à 1 cent; ils sont lus par la classe la plus nombreuse, par la multitude, la masse du peuple, et cependant, sous l'empire de cette liberté sans limites, ils ne font pas de mal. Ils ne font pas de mal, parce que la liberté de la presse est la sauvegarde de tous les intérêts, parce que chacun peut user de son droit de discussion, parce que la vérité a toujours le dessus sur l'erreur, parce que le bon sens public, qui est le juge suprême, fait justice de tout ce qui est mauvais, de tout ce qui est faux.

Si un journal publie un article qui ne convient pas à la multitude, la multitude va défoncer les presses de ce journal; et puis, pour de pareils articles, c'est le duel à la carabine, ou bien un se rend justice à coups de couteau ou de pistolet. Oui, messieurs, cela est arrivé ainsi; c'est ce que l'on appelle dans les Etats de l'Ouest le *fight-the-law*.

—VAGABONDS.—John Grehan et Charles Wilson, arrêtés sous prévention de vagabondage, ont été relâchés. Joséphine Smith, n'a pas été aussi heureuse. Elle a été condamnée à une amende de $5, elle a été envoyée en prison pour qu'une jours.

—RENVOYÉ DE LA PLAINTE.—Adam Waggoha avait été accusé par Geo. Roesch de l'avoir battu. Envoyé à l'hôpital, Geo. Roesch y mourut. Sa sœur, Marie Roesch, se présente à sa place et accuse Adam Waggoha d'avoir causé la mort de son frère. Le recorder Génois, en l'absence de témoins pour soutenir l'accusation et sur présentation d'un certificat de médecin attribuant la mort de Roesch à la fièvre jaune, renvoie l'accusé de la plainte.

—Thomas Coon, accusé par Anne Fowler de l'avoir maltraitée, et Nelson Anderson par Agnès Shepherd de l'avoir grossièrement insultée, sont tous deux condamnés à fournir caution et s'engagent à respecter la paix publique

FRANCE.

La commission de Constitution a terminé la nouvelle rédaction de son projet. Le préambule reproduit presque les mêmes idées, sauf quelques modifications. Le général Cavaignac a été invité à se rendre au sein de la commission. Il a été prononcé, dit-on, d'une manière formelle, en faveur de l'élection du président par le suffrage universel, qui a de nouveau été adopté par la majorité de la commission.

Le général Lamoricière a été aussi entendu par la commission; il a fait des observations sur le chapitre relatif à la force armée, et notamment sur l'interdiction du remplacement, qu'il a approuvée. La commission a maintenu simplement l'article primitif de son projet.

Le rapporteur, M. Marrast, doit soumettre à l'Assemblée le travail de la commission à la fin de cette semaine, ou au plus tard lundi prochain. On pense que, dans tous les cas, la discussion pourra commencer le lundi 28 de ce mois. La commission a décidé qu'elle proposerait à l'Assemblée de ne point se séparer avant d'avoir voté toutes les lois organiques, seulement, après le vote de la Constitution, la session serait prorogée pour un ou deux mois au plus.

Pour hâter les travaux de cette session, le président est, dit-on, dans l'intention de proposer à l'Assemblée de tenir deux séances par jour, l'une le matin, avant midi, pour la discussion du budget, et l'autre de une heure à six, pour celle de la Constitution, afin que les travaux de l'Assemblée puissent être complétement terminés à la fin de septembre.

—Le chef du pouvoir exécutif, M. le général Cavaignac, et le ministre des affaires étrangères, M. Bastide, se sont rendus au sein du comité des affaires étrangères. Plusieurs questions leur ont été adressées par les membres de ce comité. On leur a demandé d'abord quel était le but et l'objet de la médiation de la France et de l'Angleterre entre l'Autriche et le roi Charles-Albert. On leur a demandé si dans le cas où la médiation n'aboutirait à aucun résultat, il était dans l'intention de faire la guerre. Le général Cavaignac a déclaré qu'il avait un ferme espoir de, quant à la paix de concert avec l'Angleterre, et que si elle devait la guerre qu'à la dernière extrémité.

Cette déclaration a été très favorablement accueillie par le comité.

La commission a aussi entendu des pièces concernant les affaires d'Italie depuis le 12 mai jusqu'au 24 août, c'est-à-dire antérieurement au dernier acte du roi Charles-Albert, ayant été réclamée par quelques membres, le général Cavaignac a cru devoir s'y refuser.

FAITS DIVERS.

—Pendant le mois de juillet, les bruits d'une insurrection nouvelle qui à plusieurs reprises agité les esprits. Nous avons été les premiers à démentir ces bruits mensongers, répandus par des ennemis de l'ordre et du progrès, par la crainte. La tranquillité, comme nous l'avons annoncé, n'a pas été un instant troublée.

Les mêmes bruits, provenant de la même source, circulé, le 15 et le 16 août, dans Paris. Les hommes pour lesquels le calme et la sécurité sont fatals à leurs projets de destruction ont de nouveau annoncé et fait annoncer qu'une grande manifestation se préparait. Comme toujours, les ouvriers ont été l'objet de toutes les conversations.

Nous répétons de nouveau que ces fâcheuses nouvelles n'ont aucun fondement, et des gens bien informés qui nous parviennent à l'instant même, que la confiance renaît dans le monde industriel, que l'industrie, complétement paralysée jusqu'aux journées du juin, a repris une passe de son activité ordinaire; les ouvriers, qui ne sont plus sous l'empire d'exagérations et des menaces qui les éloignaient de leurs travaux, sont abandonné les rassemblements de la rue et les clubs et sont rentrés dans leurs ateliers.

(Le Droit.)

—Les déclarations faites aux maires de Paris pour, aux termes de la nouvelle loi sur les clubs, tenir de semblables réunions, sont insignifiantes à raison de leur petit nombre. On remarque surtout que les clubs les plus longtemps, dont sont sorties les proclamations incendiaires et les excitations à la guerre civile, se sont tous abstenus jusqu'à présent de faire les déclarations prescrites par la nouvelle législation.

Le débat du général Bedeau continue à s'animer.

—Le médecine lui ont imposé le repos le plus absolu. On se propose de lui appliquer un nouveau moyen auquel la cuisse blessée pourra être à l'abri de toute espèce de mouvement. Grace à ces précautions, on espère que bien peu de temps le général sera rendu à ses amis et aux affaires de l'Etat.

Les égisses de Paris, au moment où l'archevêque va prendre possession de sa cathédrale, étaient fort agitées par de nouvelles mesures que voulait prendre ce prélat. Plein du désir d'appliquer le principe démocratique au clergé de son diocèse, il avait, dit-on, nommé à ce qu'on appelle le conseil serait désormais uniformément partagé entre les divers prêtres de chaque paroisse, et ils trouvaient des résistances assez vives pour que son autorité diocésaine ait eu à s'exercer sur ce sujet.

La mort de M. Affre ne paraît pas devoir faire abandonner la réforme qu'il avait conçue. L'évêque de la Madeleine, entre autres, dont le curé a un canonicat en division par suite de la suppression de ses trois vicaires, se trouve encore appelé dans administrer intérimairement. Si nous sommes bien informés, cette cure importante ne sera dévolue par le nouvel archevêque à un prédicateur célèbre, M. l'abbé Dupanloup.

—On mande de Tours, le 13 août, que l'ex-émir Abd-el-Kader est au sein vont être interdés dans le département d'Indre-et-Loire. Des ordres ont été expédiés pour que d'ici à quinze jours ils soient installés au château d'Amboise. Cette mesure va assurer à la ville d'Amboise une garnison qu'elle reclamait. Abd-el-Kader est, en ce moment, comme on le sait, au château de Pau.

—M. Bulwer est reparti le 14 août pour Londres; son voyage à Paris n'avait, dit-on, aucun caractère politique.

—L'effectif de notre armée de terre, dit un journal français, va s'accroître encore des 80,000 hommes de la classe de 1846, mis en marche du 15 au 20 de ce mois, pour les différens corps; 2,302 hommes en sont seulement distraits pour l'armée de mer, l'infanterie et l'artillerie de marine et les équipages de ligne. On sait d'autre part que depuis la révolution de février, on a appelé à l'activité, 20,150 hommes de la classe de 1842, 35,960 hommes de la classe de 1841, 15,250 hommes de la classe de 1844, 9,000 hommes de la classe de 1845, et 20,900 hommes de la classe de 1846, désormais en réserve dans leurs foyers; ensemble: 99,360 hommes. Or, l'effectif de l'armée, qui avait été fixé avant la révolution à 343,767 hommes pour cette année, depuis trois mois, augmenté de 179,360 hommes, et dont une partie conséquent en ce moment de 522,127 hommes.

—Sir Henri Bulwer, l'ancien ministre d'Angleterre auprès de la cour de Madrid, vient d'être chargé par son gouvernement d'une mission relatives à la médiation de paix entre l'Autriche et le Piémont.

M. Bulwer, après avoir fait à Paris un séjour de quarante-huit heures, pendant lequel il a eu plusieurs conférences avec le ministre français, est parti vendredi dernier pour se rendre à Turin.

—Un bruit dont nous nous faisons l'écho, dit la *Presse*, sans en assumer nullement la responsabilité, circule depuis deux jours dans Paris, et de-l'avait cet après-midi les conversations dans la Salle des Pas-Perdus de l'Assemblée nationale. On y disait que, sans de poids des affaires, le général Cavaignac avait accepté à ses amis qu'il était résolu à se démettre, à la fin du mois d'août, des fonctions de chef du pouvoir exécutif.

(Le Journal de Rouen et—Loire publie la lettre suivante adressée à son rédacteur en chef par M. de Lamartine:

"Paris, 4 août 1848.

"Monsieur et cher confrère,

"Les suffrages universels ont fait la gloire; à Mâcon, ils sont de l'amitié. C'est vous dire combien j'apprécie, au-dessus de tous, ceux que mes concitoyens viennent de me donner. Ils ont pour moi le prix de plus en ce moment; ils arrivent quand les autres s'éloignent. Sauvé de pouvoir que je n'ai pas ambitionné, et sur lequel aucun citoyen puisse me demander compte d'une vie, d'une liberté, d'une fortune, je suppose patiemment un moment d'opinion et de tempête, compensé déjà par bien des retours à la vérité sur mes actes et à l'indulgence pour ma personne: ces deux jours de retour se marque aussi à mes compatriotes. Il y a longtemps que j'ai dit, en parlant de Mâcon: *"Il y a une patrie dans la patrie, c'est la ville qui nous a vu naître."*

Cette patrie que je peine, quand je veux aimer, je mange la grande patrie qui nous reclame tous. J'espère aller bientôt lui rendre hommage, pour notre ambition, un peu de cet air et de cette affection qui font les deux repos, de la vie et de cœur.

Je n'ai pas besoin de vous redire, monsieur et cher confrère, combien il m'a été agréable de voir les sentiments de sincères contreignés dans votre circonscription. Le mien vous appartient depuis mon enfance et grandit avec vos services à notre pays.

LAMARTINE."

Le Moniteur un état des inscrits de juin décrets avec indication de leur résidence actuelle. Ce document donne le résultat suivant:

Sur un total de 8,156 individus, hommes [illegible] détenus dans les îles, [illegible] sont [illegible] de justice, dans la métropole, [illegible] déportation, [illegible], 7,7[illegible] septembre, 518 sont malades.

L'état ministère n'est [illegible] cette [illegible] que l'on remarque dans le [illegible] et de plus d'un militaire, tandis [illegible] des détenus à élevé notablement d'un nombre.

Trois détenus sont morts, [illegible] la suite de [illegible], deux à la suite de plaies d'armes à [illegible]

—On lit dans le *Moniteur* du 16 août:

"Un journal a annoncé que M. Lucien Murat était en ce moment en Italie chargé d'une mission politique par le gouvernement français. Le fait est complétement inexact. M. Lucien Murat a demandé et obtenu de l'Assemblée nationale un congé pour aller régler ses affaires de famille."

—Le projet de transporter les insurgés de juin en Algérie paraît prendre de la consistance. On a vu la lettre écrite, à ce sujet, au chef du pouvoir exécutif par M. le général de Lamoricière. Aujourd'hui, le *National* s'exprime en de semblables termes qu'il n'y a plus guère à douter de la décision. Ce journal déclare que son adhésion est acquise à ce projet, et se dit convaincu que le gouvernement lui donnera son assentiment.

Il y voit une économie pour l'Etat, comparativement à une installation dans la Guyane ou dans toute autre colonie transatlantique; cela n'est pas douteux. Mais il y voit aussi, pour les transportés, l'avantage d'un sol *fécond*, d'une *existence assurée* et d'une *propriété* prochaine. Ces trois points sont fort contestables.

—Lundi, 21 août, l'Assemblée nationale a délibéré son président, en remplacement de M. Armand Marrast, dont les fonctions seront exprimées aux termes du règlement.

La réunion du Palais-National et celle de l'Institut proposent et appuieront la candidature de M. de Lamartine.

La réunion de la rue de Poitiers doit tenir une décision sur la candidature qu'elle proposera et soutiendra de son côté.

—Les commissions militaires continuent tous les jours leurs travaux. Depuis un mois que les quatre premières ont été nommées, et quinze jours environ que quatre autres ont été mises en fonctions, le nombre des affaires qu'elles ont examinées s'élève déjà à près de 4,000, qui sont ainsi classées: 150 inculpés sont renvoyés au général commandant la division pour être traduits devant les tribunaux militaires; 1,700 individus, reconnus coupables d'avoir pris part à l'insurrection, sont déportés pour la transportation; plus, 3,000 inculpés ont été mis en liberté par ordre de M. le général Bertrand assistés après les décisions prises par les commissions militaires.

ANGLETERRE.

Le gouvernement anglais a du malheur avec les jurés de Dublin. Il vient encore d'éprouver un échec qui est grave dans les circonstances actuelles.

M. O'Doherty, un des rédacteurs de l'*Irish Tribune*, était poursuivi pour *félonie*. Le journal auquel il travaillait était un des plus engagés dans le mouvement qui vient d'avorter en Irlande.

Il a cependant été acquitté, samedi dernier, le jury n'ayant pu se mettre d'accord sur le verdict à rendre. On sait que la loi anglaise exige l'unanimité du jury pour la prononciation du verdict.

Le gouvernement anglais va se trouver très embarrassé par suite de ce jugement; car il y a d'autres poursuites intentées contre des journalistes, et, si on a cru devoir user de rigueur contre O'Doherty, il ne sera pas facile de justifier l'indulgence envers les autres.

Le *Morning Chronicle* dit que le gouvernement comprendra en un seul complot de haute trahison toutes les affaires qui se rattachent aux derniers événements.

Une lettre de Thurles annonce l'arrestation de plusieurs chefs qui avaient jusqu'ici réussi à se soustraire à toutes les recherches. Ces chefs sont: M. Meagher, O'Donoghue, Maurice Connor Leyne. Ils ont été arrêtés dans la nuit, et dirigés immédiatement par Dublin par un train spécial du chemin de fer.

Le *Morning Herald* annonce que la police a découvert, dans la baie de Dungarvan, 600 barils de poudre, chargés sur un bâtiment nommé de Lisa jaspers.

Le bâtiment paraît avoir été expédié des Etats-Unis. Il avait déclaré les barils de poudre comme barils de farine américaine.

On dit que le Parlement anglais sera prorogé le 24. Il est probable qu'il sera prorogé à un court intervalle.

En Irlande, on a mis plusieurs centaines de barils de poudre sur un bâtiment qui retient d'Amérique. On surveille attentivement les débarquemens.

AFFAIRES D'ITALIE.

Les affaires d'Italie entrent décormais dans une phase nouvelle. Les événemens militaires sont accomplis, la cause italienne succombe, et les provinces du nord sont occupées de nouveau par les troupes de la maison d'Autriche. Mais les arrêts de la force ne sont pas sans appel devant l'opinion européenne, et l'époque pacifique des négociations va se développer à son tour. La diplomatie s'occupe à rétablir maintenant dans Bruxelles que la réunion d'un congrès ne suffisait pas à décider en pour un parti ou pour l'autre. Nous attendons ses décisions avec confiance; elles sont le dernier espoir de la nationalité italienne.

Le pape journal de Stockholm rapporte que, par suite de petit nouvelle, qui venait d'arriver de Mantoue, où se trouve, comme on sait, le roi Oscar Ier, le grand-maréchal du royaume, président de la Diète générale de Suède, a convoqué en séance plénière les quatre Etats de la Diète, et leur a annoncé que le roi était sur le point d'être close, serait prolongée indéfiniment, et que tous les membres en congé seraient invités à revenir au plus vite à leur poste.

Par ordre de roi, tous les conseillers d'Etat qui se trouvaient à Stockholm sont partis le 3 août de cette capitale, pour se rendre auprès de S. M., à Malmoe.

RUSSIE.

Les journaux de Saint-Pétersbourg annoncent qu'après avoir bombardé Georgiebrodca de Cadenze, les troupes russes, sous les ordres du prince Argoutinsky, se sont emparées de cette place. Les Circassiens, que commandait Schamyl en personne, auraient perdu toute leur artillerie.

Le camp de l'empereur ordonne une nouvelle levée de recrues; sur mille hommes, sept.

—On écrit de Saint-Pétersbourg, le 4 août:

"Le choléra continue à diminuer à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Il commençait aussi à perdre de son intensité à Riga.

"A Saint-Pétersbourg restaient en traitement, avant-hier au matin, 1,785 cholériques, chiffre qui est de 331 au-dessus de celui de 30 juillet.

"Va cette progression descendante du choléra la plus vive de la semaine dernière est un grande leçon qu'elle avait fait ouvrir pour servir d'hôpitaux spéciaux aux personnes atteintes de l'épidémie.

"Le 2 août, il y en a eu 24 juillet, 295 nouveaux cas de choléra, 85 guérisons et 91 décès; le 30, 256 nouveaux cas, 100 guérisons et 96 décès. Le 27, il restait en tout 890 malades.

"A Moscou, le nombre total des personnes frappées du choléra était, le 26 juillet, de 1,396; c'est-à-dire 302 de moins que l'avant-veille."

Décédé hier à sept heures un quart, à l'Ecole, le Révérend Père Jx. Bte. Léon MAISONNABE, S. J. Son enterrement aura lieu cette après-midi, à quatre heures. Le convoi partira de l'Eglise de l'Evêché. Les amis et connaissances du défunt sont invités à assister.

A plusieurs de Recommenden.

PARTIE marronne le 20 août dernier, la maîtresse MARIA LOUISE, taille de 5 pieds 3 pouces, âgée de 25 à 27 ans, teint clair, cheveux noirs et yeux noirs. Toute personne qui pourra donner des renseignemens sur le lieu où elle peut se trouver actuellement, ou sur la direction qu'elle a prise, est instamment priée de s'adresser à M. Bienvenu, rue Bourbon, n° 67, au coin de la rue Conti, ou